
COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA
GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS
L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

MADAME PAULINE MAROIS

DÉCLARATION ASSERMENTÉE DE MADAME PAULINE MAROIS

Je, soussignée, MADAME PAULINE MAROIS, domiciliée au [REDACTED],
en les ville et district de Montréal, province de Québec, [REDACTED] affirme solennellement ce qui
suit :

1. Dans la présente Déclaration assermentée, pour fins de compréhension, les expressions
suivantes désignent :

Permanence du Parti Québécois ou du Parti : l'ensemble des employés qui
travaillent au siège social du Parti Québécois en tout temps pertinent à la présente
Déclaration;

Association(s) de circonscription(s) : le regroupement des membres du Parti
Québécois dans une circonscription, généralement;

Association de la circonscription de Charlevoix : le regroupement des membres
du Parti Québécois dans la circonscription de Charlevoix-Côte-de-Beaupré,
spécifiquement;

Parti au singulier : le Parti Québécois;

A. *Présentation de Madame Marois*

a. *Formation académique*

2. Je détiens un baccalauréat en service social obtenu de l'Université Laval en 1971 et une
maîtrise en administration des affaires (MBA) obtenue de l'École des Hautes Études
Commerciales (HEC) de Montréal en 1976;

b. Parcours professionnel

3. En 1970, j'ai collaboré à la mise sur pied de l'Association coopérative d'économie familiale de l'Outaouais puis en 1971, j'ai agi comme consultante budgétaire et agente de formation au sein de cet organisme;
4. De septembre 1971 à février 1973, j'ai été responsable du service animation-participation au Conseil régional de développement de l'Outaouais;
5. De mars à septembre 1973, j'ai été coordonnatrice du cours de technique en assistance sociale au Cégep de Hull; j'ai également participé en 1973 à la création de CFVO, la première coopérative de télévision au Québec;
6. De juillet 1973 à septembre 1974, j'ai été Directrice générale du Centre local de services communautaires (CLSC) de l'Île-de-Hull;
7. En 1976, j'ai été initiatrice des services d'urgence sociale du Centre de services sociaux du Montréal métropolitain et responsable de l'orientation, de la programmation et de la gestion des services spécialisés à l'enfance;
8. D'octobre 1978 à mars 1979, j'ai été attachée de presse du ministre des Finances du Québec, Monsieur Jacques Parizeau;
9. Toujours en 1978 et 1979, j'ai été membre du bureau de direction de l'Association Québec-France;
10. En avril 1979, j'ai agi comme consultante pour l'Association des centres de services sociaux du Québec;
11. De 1979 à 1981, j'ai été chef du cabinet de Madame Lise Payette, alors ministre d'État à la Condition féminine et ministre d'État au Développement social;
12. En 1987, j'ai été trésorière de la Fédération des femmes du Québec;
13. En 1988, j'ai été consultante à la Société Elizabeth Fry et chargée de cours à l'Université du Québec à Hull;
14. De 1988 à 1989, j'ai agi à titre de vice-présidente du Parti Québécois;

c. Carrière politique

15. Je suis membre et militante du Parti Québécois depuis 1973;
16. Le 13 avril 1981, j'ai été élue pour la première fois députée à l'Assemblée Nationale pour le Parti Québécois, dans la circonscription de La Peltre; de 1981 à 1985, j'exercerai les fonctions de ministre responsable de la Condition féminine, vice-présidente du Conseil du trésor et ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu dans le gouvernement de Monsieur René Lévesque;

17. Le 25 septembre 1989, j'ai à nouveau été élue députée à l'Assemblée Nationale pour le Parti Québécois, dans la circonscription de Taillon; de 1989 à 2003, j'exercerai les fonctions de présidente du Conseil du trésor, ministre de l'Administration et de la fonction publique, ministre de la Famille, ministre des Finances, ministre de l'Éducation, ministre de la Santé et des services sociaux, ministre de la Science, Recherche et Technologie, ministre de l'Industrie et du Commerce et vice-première ministre du Québec;
18. Le 26 juin 2007, je suis devenue chef du Parti Québécois (alors dans la deuxième opposition) et le 24 septembre 2007, j'ai été élue députée à l'Assemblée Nationale pour le Parti Québécois, dans la circonscription de Charlevoix-Côte-de-Beaupré (alors Charlevoix);
19. Suite à l'élection québécoise du 8 décembre 2008, je suis devenue chef de l'opposition officielle à l'Assemblée nationale du Québec; je le resterai jusqu'en septembre 2012;
20. Finalement, le 4 septembre 2012, j'ai été élue Première ministre du Québec, fonction que j'exercerai jusqu'au 7 avril 2014;

d. Reconnaissances et distinctions

21. Le 30 novembre 2001, j'ai reçu le prix de MBA de l'année décerné par l'Association des MBA du Québec;
22. Le 17 mars 2004, j'ai reçu le grade de Commandeur de l'Ordre de la Pléiade conféré par l'Assemblée parlementaire de l'Organisation internationale de la francophonie pour honorer ma contribution au rayonnement de la langue française;
23. Le 22 octobre 2008, j'ai reçu un hommage de la part de l'*Ontario Coalition for Better Child Care*;
24. Le 28 mars 2011, j'ai reçu le prix Louis-Joseph Papineau du Rassemblement pour un pays souverain, qui honore chaque année un parlementaire québécois qui s'est distingué par ses actes et son engagement patriotique envers le Québec;
25. Le 21 décembre 2012, j'ai reçu une motion de félicitations et de remerciements pour avoir fait annuler le prêt accordé pour l'exploitation de l'amiante à Asbestos, de la part de la *Asian Citizen's Center for Environment and Health School of Public Health, Seoul National University Ban Asbestos Network Korea*;
26. Le 18 mars 2015, j'ai été promue au rang de Grand-croix de l'Ordre de la Pléiade par l'Assemblée parlementaire de l'Organisation internationale de la francophonie;

B. Rôle dans le financement du Parti Québécois à titre de chef du Parti

27. À titre de chef du Parti, mon rôle principal dans une campagne de financement, de recrutement de membres et de renouvellement des cartes de membres est un rôle politique qui consistait à motiver les bénévoles et députés, notamment par ma présence à des événements publics auxquels j'étais conviée par les militants et au cours desquels je prononçais des discours de nature politique et partisane;

28. À titre de chef du Parti Québécois, je n'ai donc pas eu de rôle direct dans l'organisation de campagnes de financement et la sollicitation de contributions des membres et sympathisants du Parti Québécois dans le cadre des activités de financement du Parti;

C. *Témoignage de M. Ernest Murray devant la Commission*

29. J'ai pris connaissance des notes sténographiques de l'interrogatoire et des contre-interrogatoires de M. Ernest Murray (« **M. Murray** ») devant la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction (la « **Commission** ») le 9 juin 2014, de même que des pièces 173P-1840, 173P-1842 et 173P-1843 produites devant la Commission;
30. Jamais M. Murray ne m'a fait mention des faits qu'il a relatés devant la Commission lors de son témoignage du 9 juin 2014;
31. De plus, ce n'est que dans le cadre de la préparation de la présente Déclaration que j'ai pris connaissance de la correspondance produite devant la Commission comme pièces 173P-1840, 173P-1842 et 173P-1843;
32. Je n'ai pas été mise au courant du fait que M. Murray avait sollicité de la part d'une firme de génie une somme d'argent afin d'atteindre les objectifs de financement annuels de l'Association de la circonscription de Charlevoix qui était ma circonscription;
33. Je n'ai pas été informée par quiconque, incluant M. Murray, que l'Association de la circonscription de Charlevoix pouvait rencontrer des difficultés à atteindre ses objectifs de financement annuels; en fait, cette Association de circonscription rencontrait régulièrement ses objectifs de financement annuels et c'était le cas au cours de l'année 2008;
34. Si M. Murray m'avait avisée qu'il avait agi ainsi, j'aurais immédiatement avisé ma chef de cabinet, Madame Nicole Stafford afin que ce geste inacceptable soit dénoncé au Directeur général des élections du Québec;

D. *Intégrité et diligence*

35. Le Parti Québécois est une association démocratique qui regroupe un nombre important de membres qui s'expriment à travers ses nombreuses instances démocratiques;
36. Le financement du Parti provient significativement de ses membres; l'expression des idées démocratiques est la seule manière que je connaisse pour exercer une influence quelconque sur ce parti politique;
37. Le ou la chef du Parti ne joue pas de rôle dans l'organisation des campagnes de financement ou dans la sollicitation de contributions des membres et sympathisants;
38. Les responsabilités reliées à l'organisation et à la sollicitation des membres et sympathisants lors des campagnes de financement incombent d'abord aux Associations de circonscriptions, qui font rapport à la Permanence du Parti et au Conseil exécutif national présidé par le président du Parti, qui n'en est pas le chef;

39. Le Conseil exécutif national, la Permanence du Parti et les Associations de circonscriptions ne sont donc pas hiérarchiquement sous la responsabilité ou « *la surveillance* » du ou de la chef du Parti;
40. À titre de chef du Parti, je n'ai jamais permis ou aurait pu permettre qui que ce soit à pratiquer du financement « *sectoriel* » en sollicitant les entreprises et les firmes de génie reliées à l'industrie de la construction;
41. Jamais, à titre de chef du Parti, je n'ai permis ou aurait pu permettre que soit développée une stratégie de financement ou des méthodes de sollicitation visant les entreprises et les firmes de génie reliées à l'industrie de la construction;
42. Pendant la période au cours de laquelle j'étais chef du Parti Québécois, je savais que les campagnes de financement, de recrutement de membres et de renouvellement des cartes de membres étaient sous la responsabilité de personnes rigoureuses et intègres;
43. Pendant cette même période, je savais que la Permanence du Parti consacrait des efforts soutenus à l'information et à la formation continue des bénévoles impliqués dans les campagnes pour éviter, en autant que faire se peut, toute sollicitation de contributions non-conformes à la loi;
44. Pendant la période au cours de laquelle j'étais chef du Parti Québécois, je savais que la Permanence du Parti agissait avec la plus grande diligence afin de s'assurer que la quasi-totalité du financement du Parti provienne de contributions modestes et de sources les plus diversifiées;
45. Je connaissais personnellement la présidente Monique Richard et le président Monsieur Raymond Archambault ainsi que les directeurs généraux successivement en fonction, soit Messieurs Simon Bissonnette et Sylvain Tanguay; ces personnes sont intègres et je n'ai jamais eu quelque raison que ce soit de douter de la légalité et de légitimité de leurs actions et de leur bonne foi;
46. Je souligne que tout au long de ma carrière politique, j'ai adhéré sans réserve aux standards d'éthique, d'honnêteté et d'intégrité auxquels la population est en droit de s'attendre d'une députée et d'une chef de parti et que j'ai exigé la même chose de la part de tout mon entourage au sein du Parti Québécois;
47. Mes actions politiques alors que j'étais chef du Parti démontrent un engagement sans réserve envers la nécessité pour les institutions politiques d'être transparente et de susciter la confiance du public en adhérant notamment entièrement aux principes adoptés en 1977 par le législateur dans la *Loi sur le financement des partis politiques*;
48. Forte de ces actions politiques, je souligne qu'à compter du 23 septembre 2009, le Parti Québécois, que je dirige, a notamment réclamé la tenue d'une enquête publique sur l'industrie de la construction et le financement des partis politiques et mon équipe a dû intervenir à l'Assemblée Nationale à plus de 300 reprises afin de réclamer la tenue d'une telle enquête;

49. C'est seulement après nos pressions incessantes que le gouvernement libéral en place a accepté de créer la Commission;
50. Tout au long de ma carrière politique, j'ai accompli mes fonctions avec une honnêteté et intégrité irréprochables et dans l'intérêt de tous les Québécois, y compris durant toute la période pertinente aux travaux de la Commission;
51. Sur une note personnelle, je trouve inconcevable que la Commission envisage de tirer des conclusions défavorables à mon endroit suivant mes efforts soutenus afin de rebâtir la confiance des citoyens dans leurs instances démocratiques;
52. Tous les faits allégués dans cette Déclaration assermentée sont vrais;

ET J'AI SIGNÉ À MONTRÉAL:

[Redacted signature]

Madame Pauline Marois

Affirmé solennellement devant moi
à Montréal, ce 26 juin 2015

[Redacted signature]

Commissaire à l'assermentation

